



Services partagés Canada **État des résultats prospectif**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022



Services partagés Canada
État des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars
(en milliers de dollars)

	Résultats projetés 2020-2021	Résultats prévus 2021-2022
Charges		
Opérations communes de technologie de l'information du gouvernement du Canada	2 999 203	2 489 634
Services internes	280 028	259 843
Total des charges	3 279 231	2 749 477
Revenus		
Vente de biens et services	785 547	676 547
Revenus divers	453	386
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(11 565)	(11 568)
Total des revenus	774 435	665 365
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	2 504 796	2 084 112

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état des résultats prospectif.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

1. Méthodologie et hypothèses importantes

L'état des résultats prospectif a été établi en fonction des priorités du gouvernement et des plans ministériels qui sont décrits dans le plan ministériel.

Les renseignements présentés dans les résultats projetés de l'exercice 2020-2021 ont été calculés sur la base des autorités ministérielles disponibles. Compte tenu de cela, il est prévu que les dépenses et les revenus réels soient plus élevés, en alignement avec les revenus réels collectés. Des prévisions ont été réalisées pour les résultats prévus de l'exercice 2021-2022.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions sont les suivantes :

- (a) Les activités du Ministère resteront, pour l'essentiel, les mêmes que celles de l'exercice précédent.
- (b) Les charges et les revenus, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont fondés sur l'expérience acquise. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.
- (c) Les résultats prévus incluent des opérations pour lesquelles il y a une assurance raisonnable que les autorisations appropriées soient obtenues.

Ces hypothèses ont été adoptées en date du 22 janvier 2021.

2. Variation et évolution des prévisions financières

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice 2020-2021 et pour 2021-2022, les résultats réels des deux exercices risquent de différer des prévisions financières présentées, et l'écart pourrait être important.

Lors de la préparation du présent état des résultats prospectif, Services partagés Canada (SPC) a établi des estimations et des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer des résultats financiers réels subséquents. Elles sont fondées sur l'expérience acquise et d'autres facteurs, notamment les prévisions relativement aux événements futurs qui sont considérées comme raisonnables compte tenu des circonstances, et sont évaluées de façon continue.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre l'état des résultats prospectif et l'état des résultats historique sont entre autres :

- (a) Le moment et le montant des acquisitions et des aliénations d'immobilisations corporelles qui peuvent influencer sur les gains ou pertes et les charges d'amortissement.
- (b) La mise en œuvre de nouvelles conventions collectives.
- (c) La conjoncture économique, qui peut avoir une incidence à la fois sur le montant des revenus perçus et sur la possibilité de recouvrer les débiteurs.
- (d) Les modifications supplémentaires au budget de fonctionnement, telles que des nouvelles initiatives ou des rajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice.

Une fois que le plan ministériel sera déposé au Parlement, SPC ne fera pas de mise à jour des prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans les budgets supplémentaires des dépenses. Les écarts seront expliqués dans le rapport ministériel sur les résultats.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

3. Sommaire des principales conventions comptables

L'état des résultats prospectif a été préparé conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada en vigueur pour l'exercice 2020-2021, et s'appuie sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence notable par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Charges

Les charges sont généralement comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou que les services sont rendus et comprennent les charges liées au personnel, services professionnels et spéciaux, réparation et entretien, services publics, fournitures et approvisionnements, ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles. Les charges incluent également des provisions qui tiennent compte des changements de la valeur des actifs et des passifs, tels que la provision pour créances douteuses ainsi que l'utilisation des charges payées d'avance et autre.

b) Revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice où se produit l'événement qui donne lieu aux revenus.

Les revenus reportés se composent des montants reçus à l'avance pour la livraison de biens et la prestation de services qui seront reconnus à titre de revenus dans un exercice ultérieur où ils seront gagnés.

Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de SPC. Bien que l'on s'attende à ce que le président maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de SPC.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

4. Autorisations parlementaires

SPC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La formule de comptabilisation des autorisations consenties à SPC ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif d'un exercice donné peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires approuvées au cours de l'exercice précédent, de l'exercice en cours ou d'exercices futurs. Par conséquent, le coût de fonctionnement net de SPC pour l'exercice diffère suivant qu'il est calculé selon les principes du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées

	Résultats projetés 2020-2021	Résultats prévus 2021-2022
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	2 504 796	2 084 112
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(396 653)	(420 498)
Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant des ajustements	(116)	(114)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(115 393)	(112 533)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(1 829)	9 688
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(965)	1 928
Recouvrements et ajustements de charges d'exercices antérieurs	11 349	11 304
Autres	435	366
Total des éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les autorisations	(503 172)	(509 859)
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	511 320	279 982
Paiements sur les obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	60 062	45 672
Paiements sur l'obligation en vertu d'un partenariat public-privé	3 500	3 630
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(34 581)	4 518
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations	540 301	333 802
Autorisations demandées prévues pour être utilisées	2 541 925	1 908 055

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

b) Autorisations fournies/demandées

	Résultats projetés 2020-2021	Résultats prévus 2021-2022
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies/demandées:		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	1 963 605	1 603 401
Crédit 5 – Dépenses en capital	468 320	209 982
Montants législatifs	110 000	94 672
Autorisations demandées prévues pour être utilisées	2 541 925	1 908 055